

# SENATO DELLA REPUBBLICA

XIII LEGISLATURA

N. 2476

## DISEGNO DI LEGGE

**presentato dal Ministro degli affari esteri**

(DINI)

**di concerto col Ministro dell'interno**

(NAPOLITANO)

**e col Ministro di grazia e giustizia**

(FLICK)

*(V. Stampato Camera n. 2546)*

*approvato dalla Camera dei deputati il 27 maggio 1997*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 29 maggio 1997*

**Ratifica ed esecuzione dell'Accordo europeo concernente  
le persone che partecipano alle procedure davanti alla  
Corte europea dei diritti dell'uomo, fatto a Strasburgo  
il 5 marzo 1996**

## DISEGNO DI LEGGE

---

### Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo europeo concernente le persone che partecipano alle procedure davanti alla Corte europea dei diritti dell'uomo, fatto a Strasburgo il 5 marzo 1996.

### Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 8 dell'Accordo stesso.

### Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Accord européen  
concernant les personnes  
participant aux procédures  
devant la Cour européenne  
des Droits de l'Homme



Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Accord,

Vu la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée « la Convention »);

Vu l'Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européennes des Droits de l'Homme, signé à Londres le 6 mai 1969;

Vu le Protocole n° 11 à la Convention, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention, signé à Strasbourg le 11 mai 1994 (ci-après dénommé « Protocole n° 11 à la Convention »), qui établit une nouvelle Cour permanente européenne des Droits de l'Homme (ci-après dénommée « la Cour ») remplaçant la Commission et la Cour européennes des Droits de l'Homme;

Considérant, à la lumière de ce développement, qu'il est opportun, pour mieux atteindre les objectifs de la Convention, que les personnes participant aux procédures devant la Cour se voient accorder certaines immunités et facilités par un nouvel accord, l'Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des Droits de l'Homme (ci-après dénommé « l'Accord »),

Sont convenus de ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup>

- 1 Les personnes auxquelles le présent Accord s'applique sont :
  - a toutes les personnes qui participent à la procédure engagée devant la Cour, soit en tant que partie, soit comme représentant ou conseil d'une partie;
  - b les témoins, les experts appelés par la Cour, ainsi que les autres personnes invitées par le Président de la Cour à participer à la procédure.
- 2 Aux fins d'application du présent Accord, le terme « Cour » désigne les comités, les chambres, le collège de la Grande Chambre, la Grande Chambre et les juges. L'expression « participer à la procédure » vise aussi toute communication tendant à l'introduction d'une requête dirigée contre un Etat partie à la Convention.
- 3 Dans le cas où, au cours de l'exercice par le Comité des Ministres des fonctions qui lui sont dévolues par application de l'article 46, paragraphe 2, de la Convention, une personne visée au premier paragraphe ci-dessus est appelée à comparaître devant lui ou à lui soumettre des déclarations écrites, les dispositions du présent Accord s'appliquent également à cette personne.

## Article 2

- 1 Les personnes visées au premier paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> du présent Accord jouissent de l'immunité de juridiction à l'égard de leurs déclarations faites oralement ou par écrit à la Cour, ainsi qu'à l'égard des pièces qu'elles lui soumettent.
- 2 Cette immunité ne s'applique pas à la communication en dehors de la Cour des déclarations faites ou de pièces produites devant la Cour.

## Article 3

- 1 Les Parties contractantes respectent le droit des personnes visées au premier paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> du présent Accord de correspondre librement avec la Cour.
- 2 En ce qui concerne les personnes détenues, l'exercice de ce droit implique notamment que:
  - a leur correspondance doit être transmise et leur être remise sans délai excessif et sans altération;
  - b ces personnes ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure disciplinaire du fait d'une communication transmise à la Cour par les voies appropriées;
  - c ces personnes ont le droit, au sujet d'une requête à la Cour et de toute procédure qui en résulte, de correspondre avec un conseil admis à plaider devant les tribunaux du pays où elles sont détenues et de s'entretenir avec lui sans pouvoir être entendues par quiconque d'autre.
- 3 Dans l'application des paragraphes précédents, il ne peut y avoir d'ingérence d'une autorité publique que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure nécessaire, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la recherche et à la poursuite d'une infraction pénale ou à la protection de la santé.

## Article 4

- 1
  - a Les Parties contractantes s'engagent à ne pas empêcher les personnes visées au premier paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> du présent Accord de circuler et de voyager librement pour assister à la procédure devant la Cour et en revenir.
  - b Aucune autre restriction ne peut être imposée à ces mouvements et déplacements que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au maintien de l'ordre public, à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.
- 2
  - a Dans les pays de transit et dans le pays où se déroule la procédure, ces personnes ne peuvent être ni poursuivies, ni détenues, ni soumises à aucune autre restriction de leur liberté individuelle en raison de faits ou condamnations antérieurs au commencement du voyage.
  - b Toute Partie contractante peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de cet Accord, déclarer que les dispositions de ce paragraphe ne s'appliqueront pas à ses propres ressortissants. Une telle déclaration peut être retirée à tout moment par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 3 Les Parties contractantes s'engagent à laisser rentrer ces personnes sur leur territoire lorsqu'elles y ont commencé leur voyage.

- 4 Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article cessent de s'appliquer lorsque la personne intéressée a eu la possibilité, pendant quinze jours consécutifs après que sa présence a cessé d'être requise par la Cour, de rentrer dans le pays où son voyage a commencé.
- 5 En cas de conflit entre les obligations résultant pour une Partie contractante du paragraphe 2 du présent article et celles résultant d'une convention du Conseil de l'Europe ou d'un traité d'extradition ou d'un autre traité relatif à l'entraide judiciaire en matière pénale conclu avec d'autres Parties contractantes, les dispositions du paragraphe 2 du présent article l'emportent.

#### Article 5

- 1 Les immunités et facilités sont accordées aux personnes visées au premier paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> du présent Accord uniquement en vue de leur assurer la liberté de parole et l'indépendance nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions, tâches ou devoirs, ou à l'exercice de leurs droits devant la Cour.
- 2
  - a La Cour a seule qualité pour prononcer la levée totale ou partielle de l'immunité prévue au premier paragraphe de l'article 2 du présent Accord; elle a non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité dans tous les cas où, à son avis, celle-ci entraverait le cours de la justice et où sa levée totale ou partielle ne nuirait pas au but défini au premier paragraphe du présent article.
  - b L'immunité peut être levée par la Cour, soit d'office, soit à la demande de toute Partie contractante ou de toute personne intéressée.
  - c Les décisions prononçant la levée d'immunité ou la refusant sont motivées.
- 3 Si une Partie contractante atteste que la levée de l'immunité prévue au premier paragraphe de l'article 2 du présent Accord est nécessaire aux fins de poursuites pour atteinte à la sécurité nationale, la Cour doit lever l'immunité dans la mesure spécifiée dans l'attestation.
- 4 En cas de découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, à l'époque de la décision refusant la levée d'immunité, était inconnu de l'auteur de la demande, ce dernier peut saisir la Cour d'une nouvelle demande.

#### Article 6

Aucune des dispositions du présent Accord ne sera interprétée comme limitant ou dérogeant aux obligations assumées par les Parties contractantes en vertu de la Convention ou de ses protocoles.

#### Article 7

- 1 Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par:
  - a signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
  - b signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
- 2 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

## Article 8

- 1 Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date à laquelle dix États membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par l'Accord, conformément aux dispositions de l'article 7, si à cette date le Protocole n° 11 à la Convention est entré en vigueur, ou à la date d'entrée en vigueur du Protocole n° 11 à la Convention dans le cas contraire.
- 2 Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par l'Accord, celui-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

## Article 9

- 1 Tout Etat contractant peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Accord, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.
- 2 Le présent Accord entrera en vigueur à l'égard de tout territoire désigné en vertu du paragraphe 1 le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.
- 3 Toute déclaration faite en vertu du paragraphe 1 pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues selon la procédure prévue pour la dénonciation par l'article 10 du présent Accord.

## Article 10

- 1 Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée.
- 2 Toute Partie contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Accord en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 3 La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général. Toutefois, une telle dénonciation ne peut avoir pour effet de délier la Partie contractante intéressée de toute obligation qui aurait pu naître en vertu du présent Accord à l'égard de toute personne visée au premier paragraphe de l'article 1er.

## Article 11

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil:

- a toute signature;
- b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- c toute date d'entrée en vigueur du présent Accord, conformément à ses articles 8 et 9;
- d tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Accord.

Fait à Strasbourg, le 5 mars 1996, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.



Traduzione non ufficiale**ACCORDO EUROPEO CONCERNENTE LE PERSONE CHE PARTECIPANO  
ALLE PROCEDURE DAVANTI ALLA  
CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO**

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Accordo,

Vista la Convenzione di salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950 (di seguito denominata "la Convenzione");

Visto il Protocollo n°11 alla Convenzione, relativo alla ristrutturazione del meccanismo di controllo istituito dalla Convenzione, firmato a Strasburgo l'11 maggio 1994 (di seguito denominato "Protocollo n° 11 alla Convenzione") che istituisce una Corte permanente europea dei diritti dell'uomo (di seguito denominata "la Corte") in sostituzione della Commissione e della Corte europea dei diritti dell'uomo;

Considerando, alla luce di tali sviluppi, l'opportunità che, in vista di un migliore conseguimento degli scopi della Convenzione, le persone che partecipano alle procedure davanti alla Corte si vedano accordare alcune immunità ed agevolazioni mediante un nuovo accordo, ossia l'Accordo europeo concernente le persone che partecipano alle procedure davanti alla Corte europea dei diritti dell'uomo (di seguito denominato "l'Accordo");

Hanno convenuto quanto segue:

**Articolo 1**

1. Le persone cui il presente Accordo si applica sono:
  - a. tutte le persone che partecipano alla procedura instaurata davanti alla Corte, sia in quanto parti, sia come rappresentanti o consulenti legali di una parte;
  - b. i testimoni, gli esperti convocati dalla Corte, nonché tutte le altre persone invitate dal Presidente a partecipare alla procedura.
2. Ai fini dell'applicazione del presente Accordo, il termine "Corte" indica i comitati, le camere, il Collegio della Camera Unita, la Camera Unita ed i giudici. L'espressione "partecipare alla procedura" include ogni comunicazione relativa alla presentazione di un ricorso contro uno Stato parte della Convenzione.
3. Se durante l'esercizio, da parte del Comitato dei Ministri, delle funzioni che gli sono conferite in applicazione dell'articolo 46 paragrafo 2 della Convenzione, una persona di cui al primo paragrafo qui sopra è chiamata a

comparire dinanzi a detto Comitato o a sottoporgli dichiarazioni per iscritto, le disposizioni del presente Accordo si applicheranno anche a questa persona.

#### Articolo 2

1. Le persone di cui al primo paragrafo dell'articolo 1 del presente Accordo godono dell'immunità dalla giurisdizione per le dichiarazioni da essi effettuate oralmente o per iscritto alla Corte, nonché per la documentazione che presentano.
2. Tale immunità non si applica alla comunicazione, fuori della Corte, di dichiarazioni rese o di documentazione presentata alla Corte.

#### Articolo 3

1. Le Parti contraenti rispettano il diritto delle persone di cui al primo paragrafo dell'articolo 1 del presente Accordo di corrispondere liberamente con la Corte.
2. Per quanto concerne le persone detenute, l'esercizio di questo diritto comporta in particolare:
  - a. che la loro corrispondenza sia trasmessa e consegnata senza indugio eccessivo e senza alterazioni ;
  - b. che tali persone non possano essere oggetto di alcuna misura disciplinare per via di una comunicazione trasmessa alla Corte per le vie appropriate;
  - c. il diritto di tali persone, riguardo ad un ricorso alla Corte ed ogni procedura che ne deriva, di corrispondere con un avvocato abilitato a trattare davanti ai tribunali del paese in cui sono detenute, e di intrattenersi con lo stesso senza essere ascoltate da chiunque.
3. Nell'applicazione dei paragrafi precedenti, non può esservi ingerenza di un'autorità pubblica se non nella misura in cui questa ingerenza è prevista dalla legge e che rappresenti una misura necessaria in una società democratica, per la sicurezza nazionale, la ricerca e l'incriminazione di un reato o la protezione della salute.

#### Articolo 4

1.
  - a. Le Parti contraenti s'impegnano a non impedire alle persone di cui al primo paragrafo dell'articolo 1 del presente Accordo di circolare e di viaggiare liberamente per assistere alla procedura davanti alla Corte e fare rientro.
  - b. Nessuna limitazione può essere imposta a tali movimenti e spostamenti diversa da quelle che, previste dalla legge, rappresentano misure necessarie in una società democratica, per la sicurezza nazionale, l'ordine pubblico ed il suo mantenimento, la prevenzione dei reati, la protezione della salute o della morale o la protezione dei diritti e delle libertà altrui.

2. a. Nei paesi di transito e nel paese dove si svolge la procedura, queste persone non possono essere incriminate né detenute, né sottoposte ad altre restrizioni della loro libertà individuale per via di fatti o di condanne anteriori all'inizio del viaggio.  
b. Ogni Parte contraente può, al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione o dell'approvazione del presente Accordo, dichiarare che le disposizioni di questo paragrafo non si applicheranno ai suoi cittadini. Tale dichiarazione può essere ritirata in qualsiasi momento mediante notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
3. Le Parti contraenti s'impegnano a lasciar rientrare queste persone nel territorio dal quale hanno iniziato il viaggio.
4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo cessano di applicarsi se la persona interessata ha avuto la possibilità, per quindici giorni consecutivi dopo che la sua presenza ha cessato di essere richiesta dalla Corte, di rientrare nel paese dove il suo viaggio aveva avuto inizio.
5. In caso di conflitto tra gli obblighi derivanti per una Parte contraente dal paragrafo 2 del presente articolo e quelli derivanti da una convenzione del Consiglio d'Europa o da un trattato di estradizione o altro trattato relativo all'assistenza giudiziaria in materia penale concluso con altre Parti contraenti, prevalgono le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo.

## Articolo 5

1. Le immunità ed agevolazioni sono concesse alle persone di cui al primo paragrafo dell'articolo 1 del presente Accordo solo in vista di garantire la loro libertà di parola e l'indipendenza richiesta per l'adempimento delle loro funzioni, compiti o incombenze, o per l'esercizio dei loro diritti davanti alla Corte.
2. a La Corte é l'unica qualificata a sancire l'abolizione totale o parziale dell'immunità prevista al primo paragrafo dell'articolo 2 del presente Accordo; essa ha non solo il diritto ma anche il dovere di abolire l'immunità in tutti i casi in cui, a suo giudizio, quest'ultima potrebbe intralciare il corso della giustizia ed in cui la sua abolizione totale o parziale non nuoce allo scopo definito al primo paragrafo del presente articolo.  
b L'immunità può esser abolita dalla Corte sia d'ufficio, sia su richiesta di ogni Parte contraente o persona interessata.  
c Le decisioni che sanciscono l'abolizione dell'immunità o la rifiutano devono essere motivate.

3. Se una Parte contraente certifica che l'abolizione dell'immunità di cui al primo paragrafo dell'articolo 2 del presente Accordo é necessaria per procedere ad un'incriminazione per attentato alla sicurezza nazionale, la Corte é tenuta ad abolire l'immunità nella misura specificata nella certificazione.
4. Qualora sia rinvenuto un fatto tale da esercitare un'influenza decisiva e che non era noto all'autore della domanda al momento della decisione di diniego dell'abolizione dell'immunità, quest'ultimo può presentare alla Corte una nuova domanda.

#### Articolo 6

Nessuna disposizione del presente Accordo sarà interpretata nel senso di limitare o di derogare agli obblighi assunti dalle Parti contraenti ai sensi della Convenzione o dei suoi protocolli.

#### Articolo 7

1. Il presente Protocollo é aperto alla alla firma degli Stati Membri del Consiglio d'Europa firmatari dell'Accordo generale che possono esprimere il loro consenso a farne parte mediante:
  - a. firma senza riserva di ratifica, di accettazione e di approvazione; oppure
  - b. firma con riserva di ratifica, di accettazione e di approvazione seguita dalla ratifica, dall'accettazione o dall'approvazione.
2. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

#### Articolo 8

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data in cui dieci Stati membri del Consiglio d'Europa avranno espresso il loro consenso ad essere vincolati dall'Accordo, secondo le disposizioni dell'articolo 7, se in tale data il Protocollo n° 11 della Convenzione é entrato in vigore, oppure alla data di entrata in vigore del Protocollo n° 11 della Convenzione in caso contrario.
2. Per ogni Stato membro che esprima in seguito il suo consenso ad essere parte dell'Accordo, quest'ultimo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data di firma o di deposito dello strumento di ratifica, di accettazione e di approvazione.

## Articolo 9

1. Ogni Stato contraente può al momento del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, o in ogni altro momento successivo estendere l'applicazione del presente Accordo, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, ad ogni territorio indicato nella dichiarazione per il quale esso cura le relazioni internazionali o per il quale è abilitato a stipulare.
2. Il presente Accordo entrerà in vigore nei confronti di ogni territorio designato ai sensi del paragrafo 1 il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data in cui il Segretario Generale del Consiglio d'Europa avrà ricevuto la dichiarazione.
3. Ogni dichiarazione resa ai sensi del paragrafo 1 potrà essere ritirata per quanto concerne ogni territorio indicato nella dichiarazione, alle condizioni previste secondo la procedura stabilita per la denuncia dall'articolo 10 del presente Accordo.

## Articolo 10

1. Il presente Accordo rimarrà in vigore senza limiti di durata.
2. Ogni Parte contraente potrà, per quanto la concerne, denunciare il presente Accordo indirizzando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
3. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale. Tuttavia tale denuncia non può avere come effetto di svincolare la Parte contraente interessata di qualsiasi obbligo che avrebbe potuto derivarne, ai sensi del presente Accordo, nei confronti di qualsiasi persona di cui al primo paragrafo dell'articolo 1.

## Articolo 11

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio:

- a. ogni firma;
- b. il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione;
- c. ogni data di entrata in vigore del presente Accordo secondo gli articoli 8 e 9 dello stesso;
- d. ogni altro atto, notifica o comunicazione relativa al presente Accordo.

Fatto a Strasburgo il 5 marzo 1996,  
in francese ed in inglese,  
entrambi i testi facenti ugualmente  
fede, in un unico esemplare che  
sarà depositato negli archivi del  
Consiglio d'Europa. Il Segretario  
Generale del Consiglio d'Europa ne  
comunicerà copia certificata  
conforme a ciascuno degli Stati  
membri del Consiglio d'Europa.